

Royaume du Maroc



*Département de l'Economie, des Finances
et de la Privatisation*

*Direction de la Politique
Economique Générale*

***Fiche synthétisant les travaux de la Direction de la
Politique Economique Générale sur la compétitivité et le
taux de change***

Avril 2001

Document de travail n°

63

Ce document de travail engage la responsabilité de ses auteurs. Il est diffusé par la Direction de la Politique Economique Générale pour introduire un débat sur le sujet en question et susciter des observations.

Dans le cadre de l'ouverture du Maroc sur l'extérieur, le suivi de la compétitivité économique devient un métier du Ministère de l'Economie, des Finance, de la Privatisation et du Tourisme. A cet effet, la Direction de la Politique Economique Générale, qui suit régulièrement l'évolution de l'environnement international, a développé plusieurs instruments portant sur :

- le calcul de la demande étrangère adressée au Maroc.
- l'évaluation du taux de change effectif réel selon différentes méthodes.
- la détermination du poids de la concurrence sectorielle exercée sur les exportations marocaines.
- le suivi de la compétitivité-prix au niveau régional (PECO, PTM, ASEAN, MERCOSUR...).

L'utilisation de ces instruments a permis de cerner la performance du Maroc à l'exportation, d'apprécier notre compétitivité-prix par rapport à un échantillon de pays émergents, d'évaluer l'appréciation du taux de change effectif du dirham et d'examiner la politique de change du Maroc comparativement aux pays concurrents.

La présente fiche synthétise l'ensemble des résultats obtenus et met en évidence les impacts économiques du dernier réajustement du dirham. Elle est établie pour contribuer au débat relatif à la politique de change à mettre en œuvre en vue de soutenir la croissance économique dans notre pays.

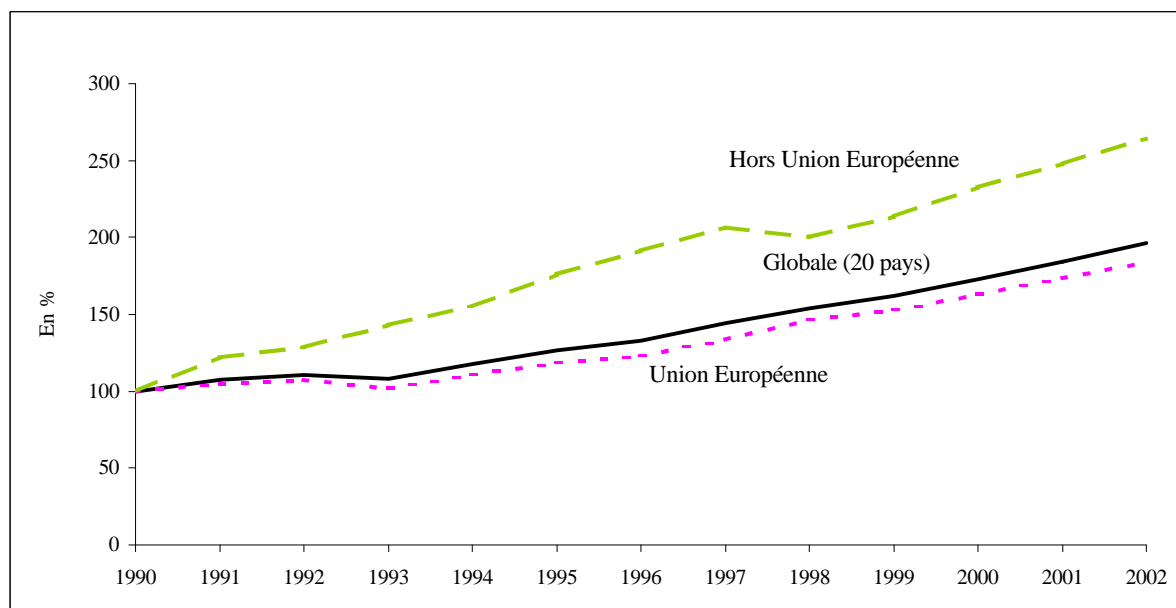
1. Le constat afférent à la compétitivité

1.1 Un positionnement peu adapté du Maroc sur le marché mondial

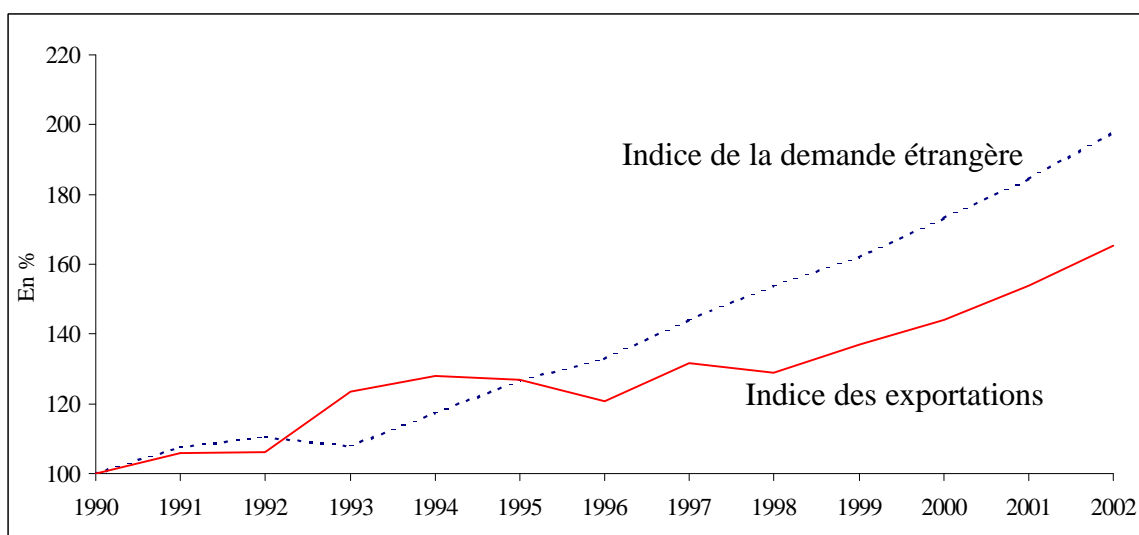
L'analyse du commerce extérieur du Maroc fait ressortir les insuffisances ci-après :

- Une concentration des exportations sur un nombre limité de produits : 83% des exportations nationales proviennent des secteurs de l'agroalimentaire, du textile et de la chimie, lesquels représentent moins de 25% des importations mondiales. Ainsi, le Maroc n'est pas présent sur 75% du commerce international.
- Une spécialisation insuffisante du Maroc dans les secteurs les plus dynamiques du commerce mondial (chimie fine, produits pharmaceutiques, électronique, mécanique de pointe...).
- Une demande mondiale adressée au Maroc essentiellement tirée par l'Union Européenne (particulièrement la France) alors que la demande étrangère hors Europe continue à se développer à un rythme rapide. Ainsi, le Maroc n'a pas tiré profit de la croissance américaine des années 90.

Indice de la demande étrangère adressée au Maroc



- Une performance globale à l'exportation en deçà de la demande mondiale depuis 1996, traduisant globalement une perte de parts de marché par les exportateurs marocains. Des évolutions contrastées sont cependant observées selon le secteur considéré. A titre d'illustration, le Maroc a été moins performant dans le secteur de la chimie en raison de sa forte spécialisation dans les engrais et l'acide phosphorique dont les marchés se développent faiblement comparativement aux produits pharmaceutiques.

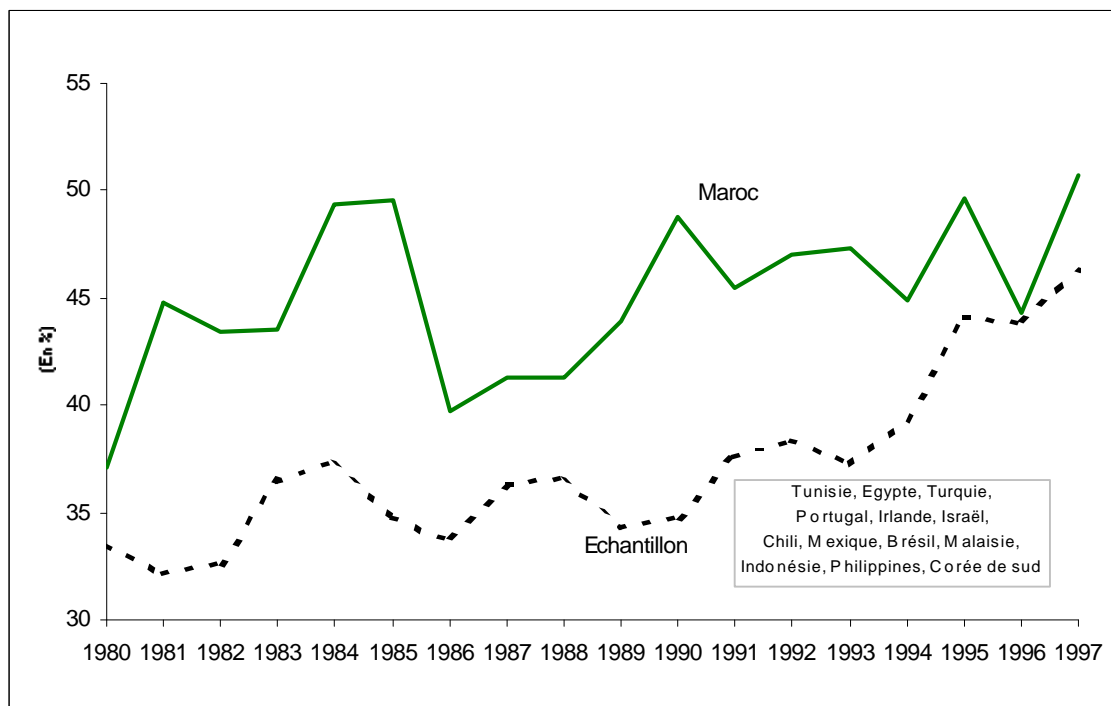


1.2 Une compétitivité moins élevée que la moyenne des pays émergents

La comparaison du Maroc avec un échantillon de pays émergents (Tunisie, Egypte, Turquie, Portugal, Irlande, Israël, Chili, Mexique, Brésil, Malaisie, Indonésie, Philippines, Corée du Sud) a permis de faire les observations suivantes :

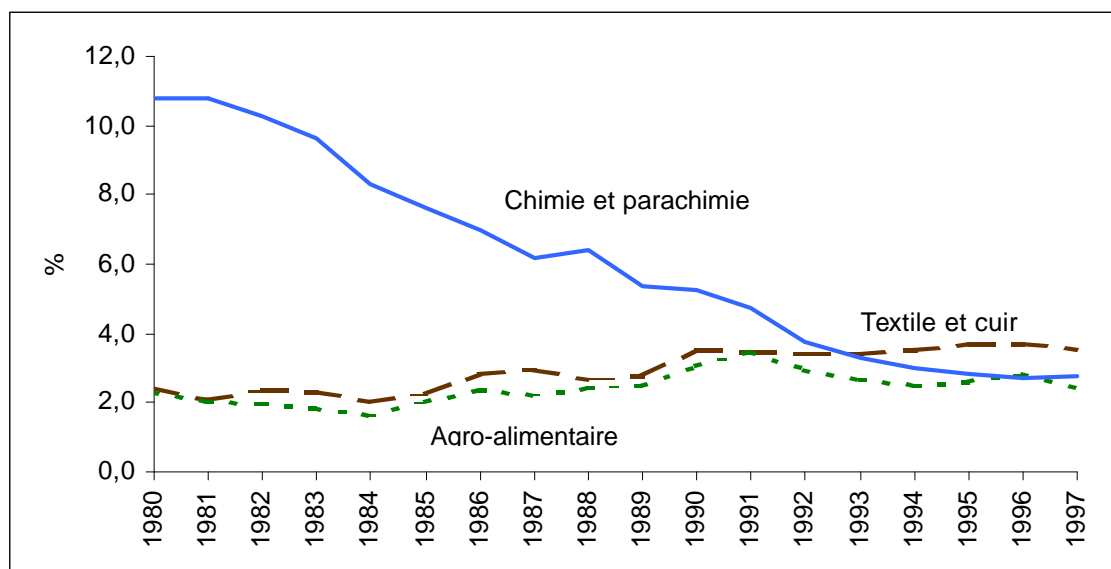
- Une progression rapide du taux moyen d'ouverture de l'échantillon de pays émergents au moment où celui du Maroc stagne depuis 1990 (le taux d'ouverture représente la somme des exportations et des importations ramenée au PIB). A la fin des années 80, le Maroc était pourtant plus ouvert que la plupart des pays composant l'échantillon.

Taux d'ouverture



- Une consolidation de la part absolue du Maroc sur les marchés extérieurs et notamment européens.
- Une stabilisation de la part absolue du Maroc sur le marché mondial du textile depuis 1990 alors que celle de l'agro-alimentaire et de la chimie ont accusé une baisse significative.
- Une baisse accélérée depuis 1991 de la part relative du Maroc sur le marché mondial (par rapport aux pays émergents) alors que celle sur le marché européen accuse une légère diminution.

Part relative du Maroc sur le marché mondial

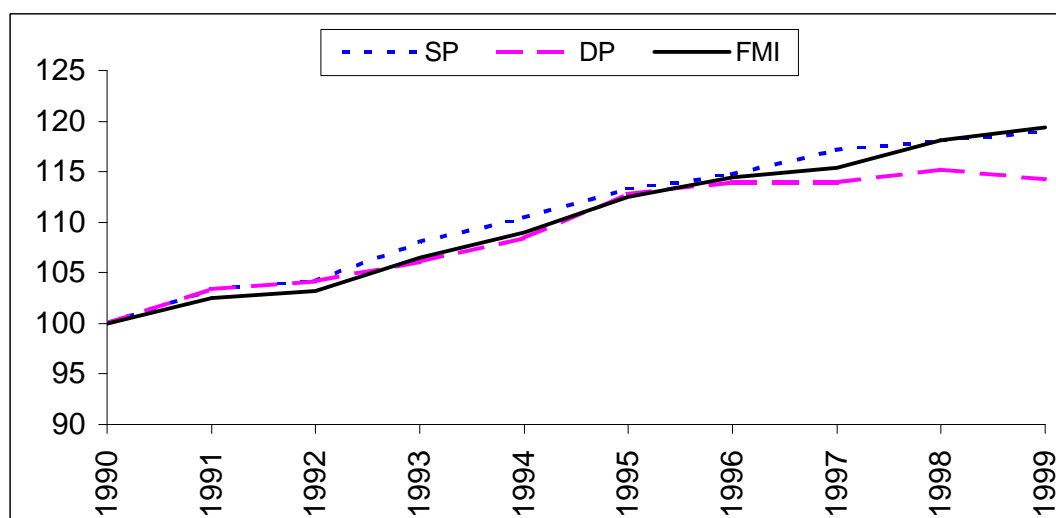


1.3 Une appréciation sensible du dirham jusqu'en 1995

Partant d'un échantillon de monnaies représentatives de la structure de nos échanges extérieurs, le taux de change effectif réel du dirham est évalué par la Direction de la Politique Economique Générale selon les méthodes de la simple pondération (prise en considération seulement des monnaies des pays partenaires du Maroc) et de la double pondération qui tient compte de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés traditionnels du Maroc.

La confrontation de ces évaluations avec les techniques développées par le FMI (qui travaille sur l'ensemble des monnaies internationales) révèle une convergence au niveau des résultats. A fin 1999, l'appréciation du dirham par rapport à 1990 était de 19 %. L'appréciation la plus forte est intervenue entre 1990 et 1995 (près de 13 %), période où l'inflation était encore élevée au Maroc par rapport aux pays partenaires.

Taux de change effectif du dirham



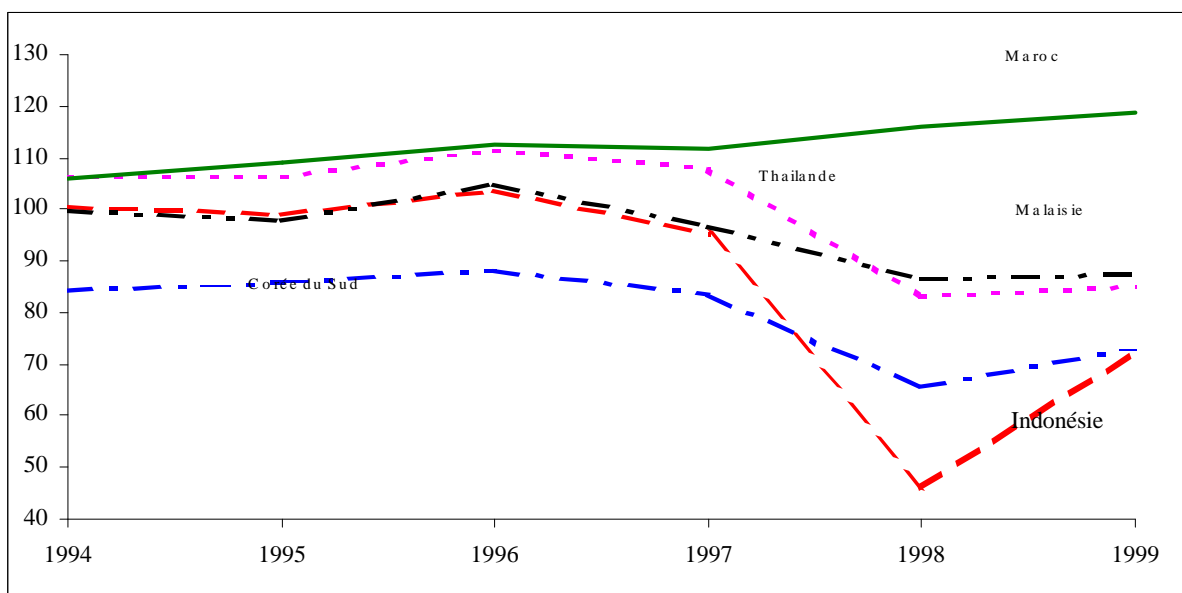
2. Les politiques de change

2.1 Un contexte international exigeant une gestion plus souple de la politique de change

L'importance du taux de change, en tant qu'instrument de politique économique, est mise en exergue avec l'ouverture des économies, la multiplication des alliances au niveau international et l'entrée en scène de nouveaux acteurs dans l'économie mondiale. Dans le cas du Maroc, un élément supplémentaire est intervenu en liaison avec l'avènement de l'Euro en janvier 1999.

Le nouveau contexte international est également marqué par la modification profonde des régimes de change dans les pays émergents. Suite à la crise asiatique, les pays d'Asie du sud-est ont abandonné l'ancrage au dollar pour laisser flotter leurs monnaies et opéré des dévaluations compétitives de forte intensité.

Taux de change effectif réel des pays de l'Asie émergente



Cette stratégie, complétée par d'autres mesures de politique économique, a permis aux pays asiatiques de sortir très rapidement de la crise. En outre, l'actuelle crise turque a mis à nouveau sur le devant de la scène les problèmes de viabilité des régimes de change dans les économies émergentes.

Un assouplissement des politiques de change est intervenu sous la pression des marchés également dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et en Amérique Latine durant les dernières années.

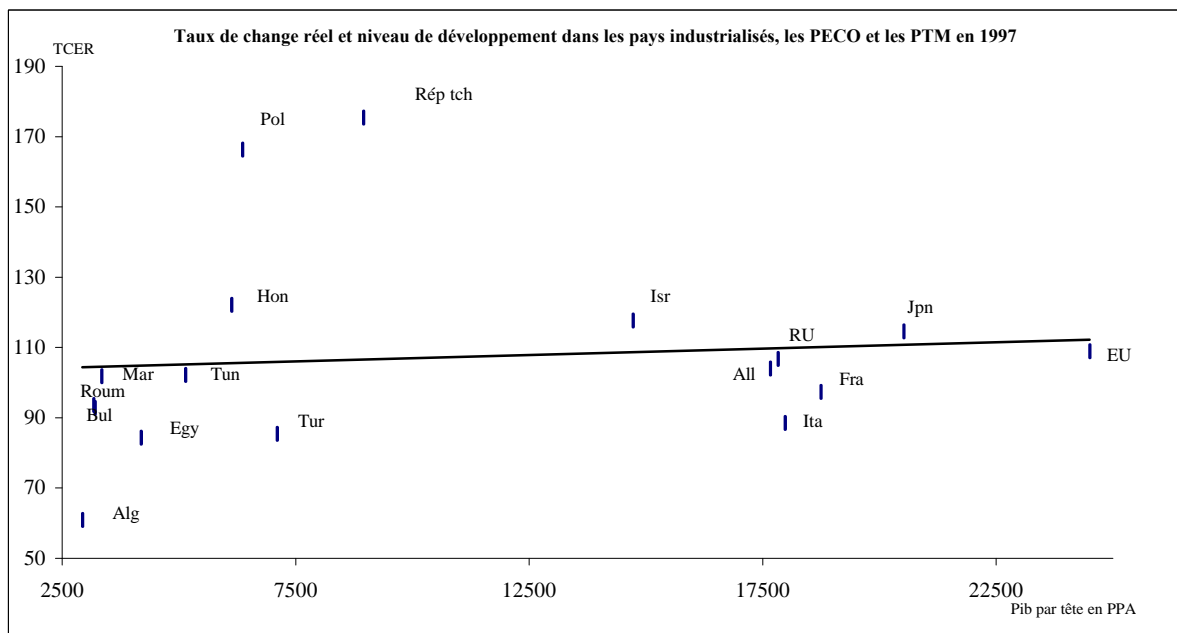
2.2 Une marge de manœuvre du Maroc moins importante que les PECO en matière de politique de change

L'examen des niveaux de change réel dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) et dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) montre :

- un glissement significatif vers la surévaluation de la couronne tchèque, du zloty et du florin hongrois, ayant conduit il y a quelques années à l'introduction d'une gestion dynamique du taux de change réel en République tchèque, en Pologne et en Hongrie.
- l'efficacité des politiques de stabilité de change en termes réels durant les processus de restructuration économique. L'ancrage nominal s'avère ainsi inadapté et ne peut s'opérer qu'une fois les ajustements macroéconomiques réalisés.
- l'efficacité des politiques de lutte contre l'inflation par l'appréciation réelle du change quand le secteur exportateur devient compétitif et/ou orienté vers des niches à forte valeur ajoutée. Autrement dit, une progression de la productivité dans le secteur industriel peut contribuer à la croissance des exportations sur fond d'appréciation réelle du taux de change.

De plus, la cohérence entre taux de change et niveau de développement fait apparaître des marges de manœuvre substantielles en terme d'ajustement du change pour les PECO. Tel n'est cependant pas le cas du Maroc, pays pour lequel le niveau de change est cohérent avec le revenu par habitant du moins jusqu'en 1997. Une dévaluation importante du dirham est donc inopportune et peut occasionner des effets pervers sur l'économie dans son ensemble.

Taux de change et niveau de développement



2.3 Une politique de change qui n'est pas le principal frein au développement du Maroc

Les développements précédents, s'ils confirment l'importance croissante du taux de change en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle, montrent par la même occasion que la politique de change ne peut constituer le seul élément d'amélioration de la compétitivité économique.

Le potentiel compétitif du Maroc est en effet handicapé par un certain nombre de contraintes telles :

- la fragilité du cadre macro-économique : vulnérabilité de la croissance à l'aléa climatique, insuffisance de la croissance potentielle, importance du déficit budgétaire structurel, ralentissement des exportations, ...
- la persistance d'obstacles au développement d'un véritable climat entrepreneurial, en liaison avec la lourdeur des procédures administratives, la rigidité du marché du travail, l'accès limité des PME au crédit et la productivité limitée des facteurs en rapport avec l'analphabétisme et la pauvreté.
- la dynamique insuffisante du partenariat euro-méditerranéen (faiblesse des IDE européens au profit des PECO et au détriment des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée), entravant en partie le processus de modernisation de l'économie nationale et son intégration à l'économie mondiale.

3. L'impact du réajustement du dirham

Le ralentissement des exportations marocaines et l'accentuation de la pression concurrentielle internationale ont conduit les pouvoirs publics à réajuster le coefficient de pondération de l'Euro dans le panier de devises utilisées pour la cotation du dirham. Cette décision qui intervient dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et de baisse des cours pétroliers par rapport à leur niveau de l'an 2000, a un impact sur l'activité économique nationale, sur les équilibres internes et externes, sur les finances publiques et sur le bien-être social.

Les évaluations d'impacts sont issues de l'utilisation du modèle NOUR développé par la Direction de la Politique Economique Générale dans le cadre de la coopération avec le Canada. Elles prennent en considération un comportement actif de Bank Al-Maghrib face à l'inflation ainsi qu'un alignement des salaires sur l'évolution des prix.

3.1 Sur la croissance et les prix

L'ajustement monétaire aurait des incidences positives maximales pendant la deuxième année (2002). Le PIB réel devrait augmenter par rapport au scénario de référence de 1,1% en 2002, stimulé par une hausse additionnelle des exportations.

La dépréciation serait une source d'inflation : 0,3 point de plus par rapport au scénario de référence en 2001 et 1,6 point en 2002. L'accélération de l'inflation à partir de 2003 (2,5% avec alignement des salaires sur les prix et 1,8% si aucune suite n'est donnée aux revendications salariales) se traduirait par une résorption des gains de compétitivité en 2004, année à partir de laquelle l'écart de croissance économique par rapport au scénario de référence deviendrait négatif. En effet, l'impact négatif de la dépréciation sur la demande interne l'emporterait à moyen terme sur l'effet positif de l'amélioration des exportations nettes.

3.2 Sur le compte courant

Compte-tenu du niveau modéré de la dépréciation du dirham (5%), l'impact sur le compte courant en pourcentage du PIB resterait neutre pendant les trois premières années. En 2001, les exportations en terme réel augmenteraient de 1,3% par rapport au scénario de référence et les importations diminueraient de 1,1% sous l'effet du renchérissement des prix. Ces pourcentages atteindraient respectivement 1,8% et -1,3% en 2002.

Du fait de l'importance de l'industrie de transformation dans notre pays, la dépréciation du dirham occasionnerait un accroissement des prix à l'exportation de 1,4% en 2001, de 3,6% en 2002 et de 6% en 2003. Cette évolution serait à l'origine d'une diminution des exportations de 0,3% en volume en 2004 par rapport au scénario de référence.

3.3 Sur les finances publiques

Une dépréciation de 5% du dirham améliorerait le solde budgétaire de presque 0,3 point du PIB dès 2001. Cet effet s'amplifierait à moyen terme surtout en cas d'alignement des salaires dans le privé sur l'inflation (augmentation soutenue des recettes IGR). Le redressement de la situation des finances publiques s'expliquerait par une augmentation plus rapide des recettes fiscales (droits de douanes et TVA à l'importation) comparativement aux dépenses (intérêts de la dette extérieure en particulier).

Par rapport au scénario de référence, la progression des recettes fiscales nominales serait de 1,6% en 2001, de 3,3% en 2002 et de 5% en 2003. Ces niveaux ne dépasseraient pas 1,8% durant la période 2001/2003 dans le cas d'un gel des salaires.

En parallèle, le taux d'accroissement des dépenses se limiterait à 0,1% en 2001, 1,3% en 2002 et 2,3% en 2003. Le renchérissement du service de la dette extérieure serait compensé par une diminution en volume des dépenses publiques sous l'effet de l'augmentation des prix.

3.4 Impact sur l'emploi et le chômage

L'emploi s'améliorerait par rapport au scénario de référence de 0,5% en 2001, de 0,8% en 2002 et de 0,6% en 2003 en relation avec la croissance économique. L'augmentation de l'emploi réduirait le taux de chômage par rapport au scénario de référence de 0,4 point par an dès 2001.

En l'absence d'un alignement des salaires sur les prix, la consommation des ménages pourrait être freinée dès 2002. Si elle est préjudiciable à l'inflation, l'indexation des salaires sur les prix permettrait de consolider la consommation des ménages et de retarder le retournement de la conjoncture induit par la disparition à moyen terme des effets positifs de l'ajustement monétaire sur la croissance économique.

3.5 Synthèse des résultats

Ainsi, l'ajustement de 5% de la parité du dirham aurait des incidences positives à court terme sur la croissance économique, les exportations, l'emploi et les finances publiques (la baisse accélérée par le passé du poids de la dette extérieure publique réduit considérablement le coût de l'ajustement monétaire pour le budget de l'Etat). L'effet serait neutre sur le compte courant étant donné le niveau modéré de l'ajustement opéré et la spécificité du tissu industriel caractérisé par l'importance de l'industrie de transformation. Par contre, l'inflation augmenterait surtout si les salaires sont alignés sur les prix.

L'ajustement monétaire aurait un impact ponctuel sur la compétitivité. Son succès dépendrait de l'amélioration de la capacité de l'offre (compétitivité structurelle) et de la maîtrise de l'inflation à travers une politique rigoureuse de stabilisation macroéconomique.

4. Enseignements et perspectives pour le Maroc

En plus du renforcement de la politique de stabilisation macroéconomique et de l'accélération des réformes structurelles (amélioration de l'environnement des affaires, réformes de l'administration, de la justice et de l'enseignement...), il est opportun d'assouplir la politique de change et de mettre en œuvre une véritable stratégie de promotion des exportations.

4.1. Assouplissement de la politique de change

Compte-tenu de l'étroitesse des marges de manœuvre sur le plan budgétaire, le taux de change mérite d'être considéré comme un instrument de politique économique. L'effet pervers sur l'économie d'une forte dévaluation milite en faveur d'un ajustement du taux de change. Ayant une ampleur limitée.

Ainsi, notre politique de change devrait s'adapter régulièrement à l'évolution de notre environnement en accordant une attention privilégiée aux fluctuations des monnaies des pays concurrents. Elle devrait alors s'appuyer sur la stabilisation du taux de change réel du dirham à travers une correction éventuelle des coefficients de pondération du panier de cotation de manière à éviter toute perte de compétitivité-prix.

Dans ce contexte, un ancrage fixe à l'Euro serait préjudiciable pour l'économie marocaine. Il priverait les pouvoirs publics d'un instrument de politique économique et limiterait notre marge de manœuvre pour faire face aux dévaluations compétitives émanant des pays concurrents. En outre, cet ancrage serait inadéquat en raison des différentes dynamiques macroéconomiques et des trends de productivité existant entre l'Europe et le Maroc. L'expérience des pays asiatiques a révélé d'ailleurs l'inefficacité d'un ancrage à une devise forte.

Par contre, l'amélioration du poids de l'Euro dans le panier de cotation du dirham au fur et à mesure que se développe le partenariat avec l'Europe pourrait être un élément d'intégration supplémentaire de notre pays à la zone Euro. De même, la neutralisation des impacts négatifs des dévaluations compétitives menées à l'étranger pourrait se concrétiser à travers une intégration au panier de cotation du dirham de certaines devises de pays concurrents.

4.2 Promotion des exportations

Pour la mise en œuvre d'une véritable stratégie de promotion des exportations, il faudrait :

- dynamiser la diplomatie économique et unifier, avec la création de l'Agence de la Promotion Économique, le dispositif de promotion commerciale à l'extérieur en partenariat avec le privé.
- diversifier les marchés à l'exportation en ciblant au sein de l'Union Européenne les pays à fort potentiel de croissance économique, en développant les complémentarités avec les PECO et en dynamisant la coopération commerciale avec les pays du Maghreb, du monde arabe et de la Méditerranée.
- renforcer notre ouverture commerciale avec des économies dynamiques grâce en particulier à la conclusion d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.
- consolider la part de marché dans les secteurs traditionnels (agroalimentaire, textile...) grâce à l'adoption de normes internationales de qualité afin de contourner les barrières techniques établies par les pays développés.
- construire des avantages comparatifs nouveaux, notamment dans les secteurs les plus dynamiques du commerce mondial, grâce aux mesures d'attraction des IDE dans ces secteurs et au développement des liens entre les entreprises et les réseaux scientifiques (y compris étrangers) afin de promouvoir des stratégies d'innovation de processus et de différenciation de produits.
- utiliser les nouvelles technologies de l'information pour améliorer la productivité et faciliter l'accès des produits marocains aux marchés internationaux.